

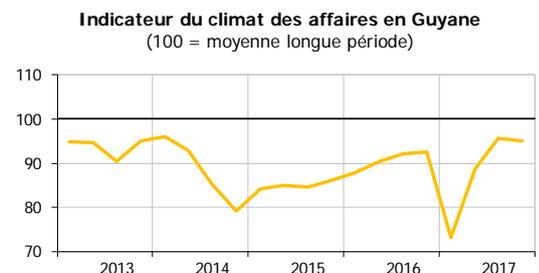
# L'économie de la Guyane en 2017 Une année charnière

L'année 2017 a été marquée par les mouvements sociaux de mars-avril. Ceux-ci ont débouché sur une prise de conscience collective des besoins en Guyane, et l'émergence d'un plan d'urgence d'un milliard d'euros pour y répondre. En raison de leur ampleur et de leur durée, ces mouvements ont fortement perturbé l'activité économique, et ils ont également accentué la fragilité des entreprises. L'indicateur du climat des affaires a repris sa dynamique de redressement après la chute historique provoquée par les mouvements de mars-avril. La consommation des ménages progresse, dans un contexte d'inflation modérée, et en dépit d'une situation sur le marché de l'emploi toujours dégradée. L'encours bancaire progresse de 6 % (+186,1 M€) et atteint 3 228,0 M€ à fin décembre. Porté par l'activité des bailleurs sociaux, le financement des entreprises progresse de 9 %.

## UNE CONJONCTURE INCERTAINE

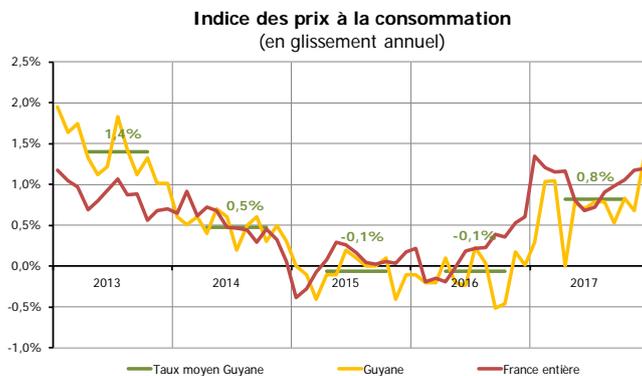
### Redressement du climat des affaires après les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux de mars-avril ont sensiblement pesé sur l'appréciation des chefs d'entreprise sur leurs activités et la conjoncture. L'indicateur s'est très rapidement redressé à partir du deuxième trimestre pour retrouver la dynamique amorcée en 2016 et atteindre un niveau légèrement supérieur à celui d'avant les mouvements. Ainsi, à fin 2017, l'indicateur de climat des affaires s'établit à 95 points contre 92,5 à fin 2016. Il reste donc en deçà de son niveau de longue période, signe d'une conjoncture incertaine.



Source : Enquête de conjoncture de l'EDOM

### Une inflation modérée



Source : Insee

En glissement annuel, l'indice des prix augmente de 1,4 % en 2017, contre 1,2 % en France. La différence de 0,2 point avec la Métropole s'explique principalement par la progression des prix des services. Les produits de l'alimentation et de l'énergie ont augmenté respectivement de 0,9 % et 6 %, tandis que seuls les prix des produits manufacturés sont en léger retrait (-0,5 %). L'inflation en Guyane est proche de celle constatée en Guadeloupe (1,3 %) et en Martinique (1,4 %), mais supérieure à celle observée à La Réunion (0,7 %).

### Une demande d'emploi qui ne rencontre que partiellement l'offre

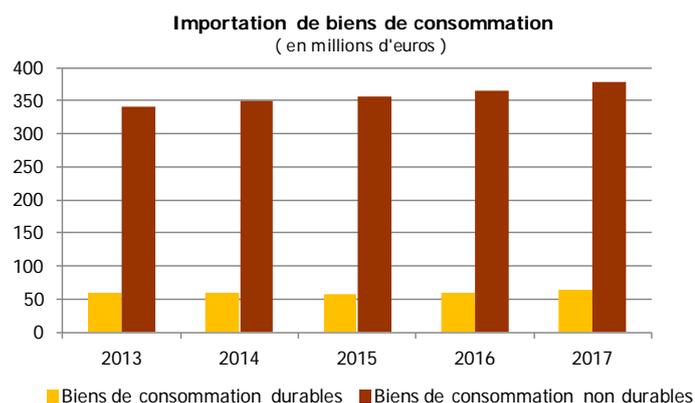
En 2017 selon l'Insee<sup>1</sup>, le taux de chômage en Guyane est **de 22 % de la population active** (soit 18 500 chômeurs), contre 9,6 % en métropole. 44% des jeunes actifs de 15 à 24 ans sont au chômage.

Par ailleurs, à fin décembre 2017, Pôle emploi recense près de 22 700 demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) (+ 1,7 % sur un an en CVS contre -0,3 % en France hors DOM). Cette hausse est portée par les jeunes (+9,8 %) et les seniors (+2,8 %).

Selon l'enquête Besoin de main-d'œuvre menée par Pôle emploi, les intentions d'embauche progressent de 15 % en 2017, avec 5 701 projets, les TPE étant les principaux recruteurs avec 3 projets sur 5. Les agents d'entretien, de sécurité, les ouvriers qualifiés et non qualifiés font partie des profils les plus recherchés. Toutefois, malgré la demande d'emploi, 30 % des offres d'emploi rencontrent des difficultés pour être satisfaites. Le manque de candidats est cité par 76 % des établissements en raison d'un manque d'attractivité, ou encore de la pénibilité des missions proposées, ainsi que l'inadéquation des profils.

<sup>1</sup> Publication de l'Insee : « Enquête emploi continue en Guyane en 2017 : Le chômage est stable en 2017 » (Insee Flash, n° 29, avril 2018).

## Hausse de la consommation portée par les biens non durables



Source : Douane, données brutes

En 2017, les importations de biens de consommation durables et non durables représentent 442 millions d'euros (+4,0 % par rapport à 2016). Ils progressent respectivement de 5,2 % et de 3,8 %.

Parmi les biens non durables, les importations de produits issus de l'agriculture de la sylviculture et de la pêche sont structurellement volatiles. En 2017, 17 millions d'euros (données brutes) de produits alimentaires ont été importés, un volume en hausse de 6,8 %.

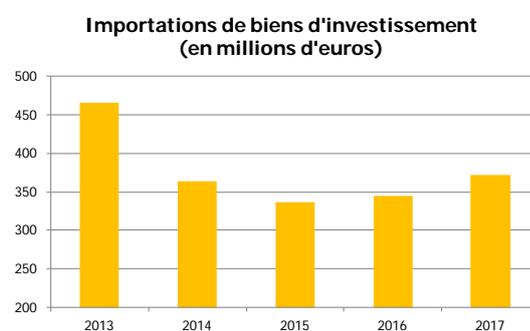
Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs restent dynamiques et augmentent de 3,7 % (données brutes), à 4 627.

## Des investissements en hausse et des projets d'envergure

En 2017, l'investissement conserve une trajectoire favorable. Les importations de biens d'investissement augmentent de +7,9 % (contre +2,4 % en 2016), et les immatriculations de véhicules utilitaires neufs et de poids lourds de 17,4 %.

En outre, d'importants projets d'investissement sont prévus dans différents secteurs : le secteur de la santé (modernisation du Centre Hospitalier de l'Ouest guyanais, 25 M€), et le secteur éducatif (construction de deux lycées et d'un collège dans l'Ouest - création d'une cité scolaire à Saint-Georges de l'Oyapock, 67 M€), le secteur industriel (projet Montagne d'Or, 50 M€ déjà investis pour les phases d'exploration et environ 782 M€ d'engagements futurs).

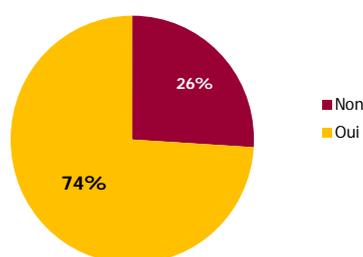
Bien que les intentions d'investir progressent, les chefs d'entreprise déclarent demeurer peu enclins à investir. Ainsi, hormis pour le secteur primaire et le BTP, les perspectives d'investissement restent défavorables.



## DES MOUVEMENTS SOCIAUX AU PLAN D'URGENCE

En mars-avril 2017, la Guyane a connu des mouvements sociaux d'une ampleur inédite, qui ont débouché sur la signature par l'État d'un « Plan d'Urgence » de 1,085 milliard d'euros. Ce plan se traduit par la relance de la commande publique dans les secteurs de l'éducation, de l'équipement et de l'aménagement routier, de la santé et du social. Les accords thématiques (économie, BTP, transport, logement, etc.) assureront sur le moyen terme un certain volume d'activité aux entreprises guyanaises.

Fermeture pendant les blocages



À plus court terme, ce plan comporte un moratoire des dettes sociales ; un étalement du paiement de la dette du Régime social des indépendants, un fonds de 3 millions d'euros dédié à la trésorerie des entreprises sous la forme de prêts d'honneur ; et le triplement des aides aux entreprises pour les contrats en alternance et d'apprentissage en faveur des jeunes Guyanais.

Il ressort de l'enquête spéciale menée par l'IEDOM sur les incidences économiques des mouvements sociaux<sup>2</sup>, que ces mouvements ont lourdement pesé sur l'activité du secteur privé. En effet, les trois quarts des entreprises ayant répondu à cette enquête ont totalement suspendu leur activité, sur une durée moyenne de 18 jours. Ces fermetures ont particulièrement touché les entreprises de l'industrie et du

commerce.

Presque toutes les entreprises ont eu recours au chômage technique ou à la mise en congé forcé de tout ou partie de leur personnel, et une majorité de chefs d'entreprise a dû geler les embauches. Les tensions sur la trésorerie des entreprises ont été importantes, bien qu'en partie atténuées par les moratoires sur les charges sociales et les allongements conséquents des délais de paiement. Les perspectives à moyen terme portées par le plan d'urgence présentent un important potentiel de développement du tissu économique guyanais. Néanmoins, à court terme, la capacité de résilience des entreprises reste fragile.

En outre, à moyen terme, les entreprises guyanaises pourraient rencontrer des difficultés pour absorber tous les marchés publics si ceux-ci étaient concentrés sur une période de temps trop courte. La « surchauffe » pourrait aussi concerner les collectivités locales dans la mise en œuvre des projets d'infrastructure.

<sup>2</sup> [http://www.iedom.fr/IMG/pdf/NE470\\_eclairage\\_premier\\_aperçu\\_des\\_consequences\\_economiques\\_des\\_mouvements\\_sociaux\\_sur\\_les\\_entreprises\\_en\\_guyane.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/NE470_eclairage_premier_aperçu_des_consequences_economiques_des_mouvements_sociaux_sur_les_entreprises_en_guyane.pdf)

# DES SECTEURS QUI SE MAINTIENNENT

## Dynamisme de l'activité des services marchands

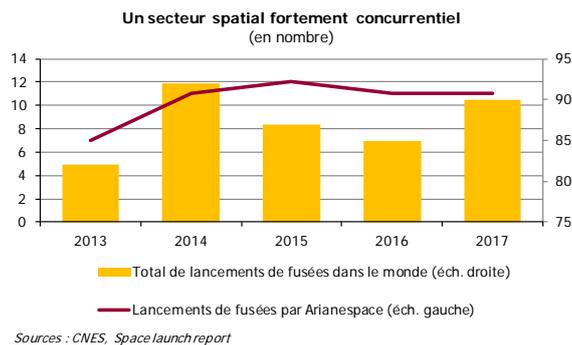
En 2017, les entrepreneurs des secteurs marchands voient leur activité progresser sur l'année. Les délais de paiement se raccourcissent alors que leurs charges et trésorerie demeurent dégradées.

Pour le **secteur spatial**, Arianespace a procédé à onze lancements au cours de l'année 2017, générant un chiffre d'affaires de 1,3 Md€, avec 20 satellites mis en orbite.

L'entreprise maintient sa place de premier opérateur spatial mondial sur le marché de lancement des satellites commerciaux en orbite géostationnaire.

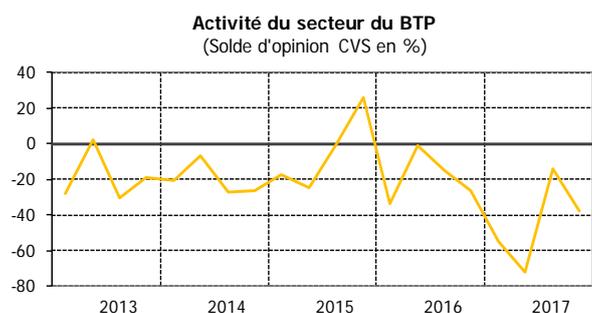
Afin de garder sa position de leader dans un marché fortement concurrentiel, Arianespace a engagé depuis 2015 le projet Ariane 6. Ce nouveau lanceur devrait permettre de diviser par deux les coûts de mise en orbite d'un satellite.

**L'activité touristique s'améliore sensiblement en 2017.** En effet, le nombre de nuitées augmente de 3,6 % même si le nombre de passagers aérien diminue de -0,3 %.



## Une année de transition pour le BTP

**L'activité du secteur BTP reste mal orientée en 2017** malgré des signes d'amélioration en milieu d'année.



En effet, selon les données provisoires de la Cellule économique du BTP (CERC Guyane), le volume d'affaires contractualisées des ordres de services de la commande publique s'élève à 321 millions d'euros (47 % du montant prévu) soit une baisse de 37 % sur un an.

Toujours pour la commande publique, le volume d'affaires des appels d'offres s'élève à 344 millions d'euros permettant notamment la construction de 562 logements, soit respectivement une baisse de 6,0 % et de 19,3 % sur un an. Les nombres de logements commencés et autorisés diminuent de 50,0 % et 43,7 % sur un an. Par ailleurs, les ventes de ciments reculent de 12,7 %.

Toutefois, la construction du nouveau pas de tir d'Ariane 6 (600 M€ pour les installations sur la base spatiale), la signature du Plan pluriannuel d'investissement 2016-2020, les besoins en logements et en infrastructures et la mise en œuvre de l'Opération d'Intérêt National devraient donner des **perspectives à moyen terme au secteur**.

## Une activité aurifère en légère progression

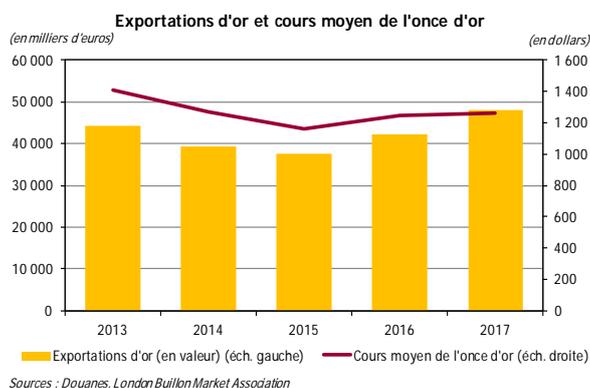
**Les importations industrielles de biens intermédiaires progressent de 16,7 %** pour atteindre 327 millions d'euros en 2017, contre 280 millions d'euros en 2016.

En 2017, la demande sur le **marché mondial de l'or** a diminué de 7 %, en raison du désintérêt des investisseurs financiers pour cette valeur.

En revanche, la production d'or guyanais a progressé de 12,2 % (soit au total 1,3 tonne). Ainsi, la valeur des **exportations d'or atteint 48 M€** (+13,8 % par rapport à 2016).

**Les perspectives de développement de la filière pourraient s'accroître avec le projet « Montagne d'Or ».** Sous toutes réserves (et notamment de l'obtention de toutes les autorisations), ce projet de mine à ciel ouvert pourrait permettre l'exploitation de 85 tonnes d'or pendant douze ans.

800 emplois directs (90 % de personnel local) et 2 500 emplois indirects pourraient être créés selon les estimations des promoteurs. Sur le plan environnemental et social, ce projet suscite des contestations, et demeure controversé.

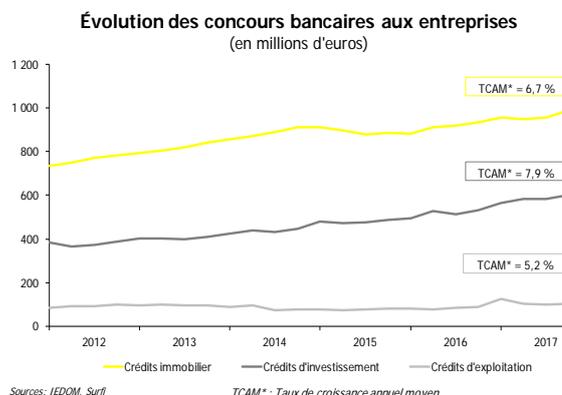


## UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI PROGRESSE

L'encours bancaire progresse de 6 % (+186,1 M€) et atteint 3 228,0 M€ à fin décembre.

### Le financement du logement porte l'activité de crédit

Le financement des entreprises progresse de 9 % portant ainsi l'encours à 1 693 M€. Portés par le financement des bailleurs sociaux, les crédits immobiliers affichent une hausse de 6 % pour atteindre 987,7 M€, représentant près de 58,3 % de l'encours sain des entreprises. Les crédits à l'investissement augmentent de 13 % pour s'établir à 601,1 M€, s'appuyant principalement sur la hausse des crédits à l'équipement. Tirés par les crédits de trésorerie, les crédits d'exploitation progressent de 15 % (pour un montant de 102,5 M€). **L'encours sain des crédits aux ménages augmente** à nouveau (+6,0 %) pour atteindre 1 064,8 M€ à fin décembre 2017. Cette hausse s'explique par la progression de l'encours des crédits à l'habitat (+5 %, soit +40,1 M€), constituant 80,8 % de l'encours. Les crédits à la consommation augmentent de 11,0 %, et atteignent 201,9 M€.



L'encours sain de crédit aux collectivités locales diminue, bien que de manière moins marquée que l'an dernier (-3 % en 2017), principalement en raison d'une baisse de 13,9 M€ des crédits à l'équipement.

### L'encours douteux net se stabilise

En 2017, l'encours net des **créances douteuses atteint 94,2 M€ et se stabilise (+1 %)** par rapport à 2016. À fin décembre, le taux de créances douteuses total s'établit à 4,27 % de l'encours de crédit total. 47,4 % des créances douteuses nettes restent composées des prêts aux collectivités locales (soit 44,6 M€). Enfin, pour les établissements implantés localement, les créances douteuses brutes des entreprises diminuent légèrement (-1,7 %, soit 19,5 M€) après une baisse marquée en 2016 (-27,9 %).

### Les dépôts à vue : le premier actif financier

La collecte de l'épargne progresse de **+11,1 %, soit +195,8 M€, portant le montant total des actifs financiers à 1 952,1 M€**. Cette bonne tenue de la collecte s'explique notamment par la forte progression des dépôts des entreprises (+147,8 M€) et des ménages (+68 M€), malgré une baisse de la collecte auprès des autres agents (administrations publiques, associations, etc.) (-20 M€). La collecte des dépôts à vue progresse de 17,9 % et constitue 54,0 % des actifs financiers (soit 1 053,7 M€). Les placements liquides et courts termes progressent de 6,5 % et constituent 24,5 % des actifs. La collecte de l'épargne à long terme se stabilise (+1,6 %).

## 2018 : « TRANSFORMER L'ESSAI » DU PLAN D'URGENCE

Le Plan d'urgence constitue une puissante impulsion publique visant à construire une trajectoire économique. La capacité des acteurs économiques à engager les projets sera la clé du dynamisme de l'activité dès 2018.

Plusieurs facteurs seront déterminants pour que ces projets bénéficient durablement au tissu économique guyanais. Les collectivités locales en tant que maîtrise d'ouvrage seront décisives pour fixer un rythme permettant de garnir les carnets de commandes des entreprises et de répondre aux attentes des populations. La visibilité sur la programmation des commandes publiques sera également un facteur important pour que les entreprises puissent s'organiser pour répondre à ces nouveaux volumes d'activité. En outre, l'allotissement des marchés et l'introduction de clauses sociales pourraient contribuer à diffuser en profondeur les effets du plan d'urgence dans une économie largement composée de petites entreprises. L'adéquation entre l'offre d'emploi et la demande d'emploi en Guyane est également un enjeu majeur de la réussite du plan d'urgence, et un enjeu de société. En effet, selon l'Insee, compte tenu de la croissance de la population active, la création d'un minimum de 2 000 emplois nets par an est nécessaire jusque 2022, ne serait-ce que pour contenir le taux de chômage à son niveau actuel (environ 22 %). Or dès 2017, Pôle emploi montre qu'en Guyane 5 700 projets de recrutements sont envisagés, dont un tiers seront difficilement pourvus (par manque de candidats ou inadéquation des profils). La formation scolaire et professionnelle, l'attractivité des emplois et l'adaptabilité des demandeurs d'emploi au marché du travail seront donc des facteurs décisifs pour répondre à ce défi.

À moyen et long terme, au-delà de la réalisation d'infrastructures publiques indispensables à la population, l'enjeu est que le soutien apporté par le Plan d'urgence se traduise de manière pérenne par un taux de croissance et un taux d'emploi plus élevés. Le renforcement du poids des opérateurs privés, ainsi que la diversification des activités économiques, pourraient y contribuer de manière significative.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS — Responsable de la rédaction : Y. CARON

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2018 — Dépôt légal : avril 2018 — ISSN 1952-9619